

TANT QUE LE MARCHÉ PARALLÈLE DE LA DEVISE RÉMUNÈRE PLUS Les bureaux de change ne vont rien régler

Les bureaux de change ne vont pas régler le marché parallèle, ce tant que le taux de rémunération demeure attractif sur le marché parallèle de la devise, estime l'économiste Mohamed Achir, enseignant à l'université de Tizi-Ouzou.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - «Les bureaux de change peuvent capter quelques transactions mais ne peuvent pas régler structurellement le problème du marché parallèle de change», souligne notre interlocuteur qui explique le pourquoi. Selon lui, d'abord il y a déjà environ 3 milliards d'euros d'envois de fonds des émigrés algériens en moyenne annuelle selon les estimations de la Banque mondiale (en Algérie on parle officiellement de 1,5 milliard d'euros), cette masse est captée directement par le marché parallèle.

La rémunération qu'offre le marché parallèle est infiniment plus importante et donc attractive que celle offerte par le taux de change officiel. Et éventuellement par les potentiels bureaux de change. «Ceci fait que les acteurs économiques ou les particuliers vont recourir toujours au marché spéculateur dans la mesure où il crée de la valeur pour les détenteurs de la monnaie étrangère», souligne M. Achir.

«Tant que le marché parallèle crée plus de valeur en devises et rémunère plus que le marché officiel, il faudra toujours s'attendre à l'existence des marchés parallèles», observe l'économiste qui appelle à une «réforme structurelle»

du système bancaire algérien de telle façon à «permettre des transactions bancarisées des envois de fonds des émigrés algériens», en ouvrant des agences des banques algériennes à l'étranger. Aussi, recommande-t-il de réfléchir à un système incitatif en vue de capter cette importante manne financière que représentent les envois des émigrés.

A terme, Mohamed Achir recommande de mettre en place un marché de change de la devise flexible, pour éviter ce parallèle entre la rémunération du marché parallèle de change fixé par la Banque d'Algérie.

Pour rappel, la Banque d'Algérie (BA) est en train de travailler pour changer les règles de fonctionnement des bureaux de change. L'annonce en a été faite, avant-hier sur les ondes de la radio nationale, par le ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa. Il a ajouté que dès que le nouveau système sera mis en place, la BA en informera les acteurs concernés. Selon le ministre, des enseignements doivent être tirés du fait que les bureaux de change n'ont pas fonctionné. La législation existe depuis une vingtaine d'années, mais sans aucune traduction sur le terrain, en témoigne la prolifération du marché



La rémunération qu'offre le marché parallèle est plus attractive.

parallèle de la devise en Algérie qui encourage la fuite des capitaux et l'évasion fiscale.

Il y a lieu de rappeler que l'institution des bureaux de change existe depuis la promulgation de l'instruction n°08-96 du 18 décembre 1996 fixant les conditions de création et d'agrément des bureaux de change. Une instruction qui détermine les conditions de création, d'agrément, d'organisation et de fonctionnement des bureaux de change.

Par «bureau de change», la loi désigne toute «institution ou agent de change». Selon son premier responsable, la Banque d'Algérie a accordé 40 autorisations pour la création de bureaux de change

depuis l'année 1997, mais que certaines autorisations avaient entre-temps été retirées suite à des infractions de change. Selon l'ancien ministre des Finances, Karim Djoudi, le peu d'intérêt que manifestent les citoyens pour les bureaux de change en Algérie s'explique par la faiblesse de rémunération sur la fourchette entre le coût acheteur et le coût vendeur.

Ce que prévoit la loi

Les bureaux de change sont autorisés à n'effectuer que des opérations d'achat et de vente, contre monnaie nationale, des billets de banque et des chèques de voyage libellés en monnaies étrangères

librement convertibles. Aussi, la création d'un bureau de change est subordonnée à l'obtention de l'agrément auprès de la Banque d'Algérie. La législation prévoit que toute banque ou tout établissement financier est autorisé, en qualité d'intermédiaire agréé, à créer des bureaux de change.

En outre, les bureaux de change sont tenus de céder au non-résident les devises achetées sur le marché dans la limite du montant qu'il a importé et cédé. «Toute vente de devises à un non-résident doit être justifiée par une attestation de change prouvant que ce dernier a bien cédé, au cours de son séjour en Algérie, des devises à un bureau de change ou à une banque ou à un établissement financier, intermédiaire agréé», note la législation.

Les bureaux de change peuvent vendre, à tout moment, les devises qu'ils détiennent aux banques et établissements financiers, intermédiaires agréés ou à la Banque d'Algérie sur la base des derniers cours de change pratiqués par ces derniers. Les bureaux de change peuvent déposer dans des comptes devises à vue ouverts sur les livres des banques, intermédiaires agréés, les devises achetées avant leur vente sur le marché.

Toute opération d'achat ou de vente de devises effectuée par un bureau de change doit donner lieu à l'établissement, selon le cas, d'une attestation d'achat ou de vente de devises.

Y. D.

CRISE PÉTROLIÈRE ET TRANSITIONS

La rente, gangrène du corps politique et social

«Algérie, quelles transitions ?» Tel était le terme générique de la conférence organisée à Paris, mardi dernier, par l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), avec la participation de plusieurs intervenants, dont M. Smaïl Goumeziane, ancien ministre du Commerce. Il s'agissait d'essayer de comprendre comment l'Algérie, pays monoproduit, confronté à une baisse dramatique de ses recettes pétrolières, peut affronter cette transition vers la fin de l'Etat-providence.

De Paris, Ahmed Halli

Comme l'a souligné d'entrée le directeur adjoint de l'IRIS, Didier Billion, l'Algérie a sans doute échappé aux soubresauts et convulsions de ce qu'on a appelé hâtivement les «Printemps arabes», mais les alarmes demeurent quant à son avenir. En tout état de cause, il s'agissait pour les initiateurs de comprendre, donc de s'écouter, «sans céder aux a priori» qui sont souvent le lot des relations franco-algériennes.

M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre et président de l'association France-Algérie, a rebondi sur ce dernier point en évoquant le regard des médias français sur l'Algérie. Il a déploré ce «catastrophisme», prégnant depuis 1962, et illustré par le titre récent d'un quotidien sur «L'Algérie, une bombe à retardement».

En tant qu'homme politique, rompu aux subtilités de sa langue, M. Chevènement a l'art de suggérer des lectures moins optimistes de son discours et son franc-parler est connu depuis son fameux «Un ministre, ça ferme sa gueule, ou ça démissionne». Toutefois, on l'a senti un peu juste dans son costume de président d'une association d'amitié, tenue d'embrasser autant les dirigeants que leurs peuples. Aussi, a-t-

il essayé en introduisant la conférence d'anticiper ce qui allait suivre par des propos moins pessimistes ou moins catastrophistes, sur le pays et sur ses dirigeants.

Jean-Pierre Chevènement n'a pas manqué de rappeler l'érosion significative de quelque 70% des recettes pétrolières, que les responsables algériens auraient anticipée. Au chapitre des mesures anti-crise, il a ainsi évoqué à l'actif de la transition l'adoption d'une nouvelle Constitution «à la majorité écrasante des deux Chambres» réunies en congrès, arrachant un large sourire à la parlementaire algérienne Chafia Mentalechta.

La députée qui n'a été ni de la «majorité écrasante», ni de la «minorité laminée», ayant boycotté le «congrès», a encore souri à l'évocation de l'officialisation de tamazight. Sans doute parce que, pour la même raison évoquée plus haut, M. Chevènement a évacué la question de l'article 51, au risque de fâcher les binationaux, très nombreux dans la salle.

Mais pour cet orateur, la cause était déjà entendue dès qu'il a invité à la réflexion sur l'identité algérienne, en citant l'exemple de son pays. «La France qui a un sérieux problème d'identité, a-t-il dit avec humour, puisque son nom est allemand, sa langue est latine et sa principale reli-

gion vient de Palestine». Puis, l'ancien ministre du gouvernement socialiste de Michel Rocard a regagné son siège dans la salle, pour partager avec le public, majoritairement algérien, des informations moins réjouissantes qui ont constitué l'essentiel de la conférence.

Le contre-exemple de la Corée du Sud

Intervenant dans la première table ronde consacrée à la fin de l'Etat-providence, l'ancien ministre algérien du Commerce a abordé la question de la protection sociale, paravent d'une fausse prospérité.

Il a rappelé que l'Algérie dépensait annuellement 50 milliards de dollars environ pour son système de protection sociale, soit 25% de son PIB. «Un système très généreux en apparence, mais qui ne concourt pas à l'instauration de la justice sociale, objectif théorique de l'Etat-providence».

Or, ces dépenses publiques en direction de la protection sociale sont permises uniquement par le niveau de la rente pétrolière, qui constitue 97% des ressources de l'Algérie.

Or, ce qui est en cause, au-delà de la dépendance vis-à-vis des recettes pétrolières, ce sont les «effets d'éviction», qui se sont développés à l'insu des autorités, a noté M. Goumeziane.

Il a cité, en premier lieu, le fait que les activités de la productivité nationale sont systématiquement et progressivement contrecarrées par les activités de production informelle. Le deuxième effet d'éviction est que le marché national est dominé par les importations, comme on peut le constater dans n'importe quelle

supérette. Troisièmement, ce qu'on appelle les impôts productifs sont régulièrement contrecarrés par la fraude, l'évasion fiscale, le transfert invisible de capitaux. Quatrième effet : les ayants droit à la protection sociale, salariés d'entreprises publiques et privées, sont évincés par une série de passe-droits et de clientèle.

Ce qui fait que celui qui attendait depuis dix ans son logement social se voit évincer par quelqu'un qui prend l'appartement qui lui était destiné, selon des règles de copinage. «Ces effets limitent évidemment très drastiquement les résultats escomptés par le volume de la manne financière, investie dans la protection sociale.

Plus globalement, le système rentier qui s'est mis en place est un système qui est, de manière chronique, incapable de générer le développement, sans compter qu'il a gangréné le corps politique et social, dans toutes ses composantes», a noté M. Goumeziane.

Car, c'est en fin de compte la logique de l'informel qui s'est imposée au détriment de la logique de régulation de l'État et du marché. Il ne s'agit pas tant de s'inquiéter de la fin de l'Etat-providence, que de sa relation perverse avec le système rentier, alimenté par les hydrocarbures.

Il a relevé que la Norvège est aussi un pays pétrolier, mais à économie productive, avec le souci de ne pas épuiser les ressources naturelles du pays et de les laisser aux futures générations.

Se défendant d'être pessimiste, l'ancien ministre du Commerce a encore eu recours à la comparaison, avec la Corée du Sud cette fois-ci.

En 1962, a-t-il dit, nous étions plus riches ou moins pauvres que la Corée du Sud, aujourd'hui la Corée du Sud est à la 12^e ou 14^e place en termes de développement humain, et l'Algérie est à la 83^e ou 84^e place. Quand on regarde plus précisément l'évolution de la richesse nationale depuis 25 ans, on constate que le produit intérieur brut de l'Algérie a connu une évolution de 30% sur un quart de siècle.

Ceci, avec les immenses ressources pétrolières et gazières dont nous disposons. Pour la même période, la Corée du Sud a multiplié son PIB par dix. «Ce n'est pas moi qui suis pessimiste, c'est la réalité.

J'aurais aimé que mon pays possède le même niveau de développement que la Corée du Sud qui ne possède pas une goutte de pétrole», a conclu M. Goumeziane, même si «comparaison n'est pas raison», comme il l'a signifié. Toujours est-il que les appréciations et analyses, qui ont suivi celle de M. Goumeziane, ont pu paraître moins pessimistes, ou moins sombres, notamment en matière économique.

Cependant, le volet politique de la conférence, marqué aussi par des interventions de qualité, n'a pas beaucoup contribué à ébranler les certitudes sur la gravité de la crise.

Les succès apparents d'une diplomatie qui peine à se hisser à la hauteur des enjeux et du poids politique de l'Algérie, comme l'a souligné un intervenant, ne doivent pas laisser croire qu'il y a une résilience algérienne à la crise.

Ceci tant que l'Algérie ne se lancera pas dans les vraies réformes, politique et économique, qu'impose la gravité de la crise.

A. H.